Â« Cela ne sâ??arrÃªtera pas avec nous Â» : La directrice dâ??Addameer met en garde contre les rÃ©percussions de la qualification de Â« terroriste Â» par IsraÃ«l

Description

Par Yumna Patel, le 7 Janvier 2022

Addameer est lâ??une des six ONG palestiniennes qualifiÃ©es dâ??organisation terroriste par IsraÃ«l. Cette association de dÃ©fense des droits des prisonniers dit que les accusations portÃ©es contre elle sont infondÃ©es et pourraient potentiellement avoir des consÃ©quences dÃ©vastatrices pour le mouvement palestinien de dÃ©fense des droits de lâ??homme.

Sahar Francis, directrice dâ??Addameer, association palestinienne de dÃ©fense des droits des prisonniers, en dÃ©cembre 2021 dans son bureau Ã Ramallah, en Cisjordanie occupÃ©e. (Photo : Yumna Patel)

Dans un petit bureau prÃ¨s du centre ville de Ramalla, un melting pot de membres du personnel, de tous Ã¢ges, genre et passÃ©, entrent et sortent de leurs espaces de travail. Certains bavardent tout en dÃ©jeunant, tandis que dâ??autres sont assis devant leurs ordinateurs ou Ã©pluchent leurs dossiers Ã leur bureau.

Câ??est une scÃ¨ne de travail typique comme on en trouve presque partout dans le monde â?? des livres plein les Ã©tagÃ¨res tandis que des affiches et le visage des clients quâ??ils ont aidÃ©s tapissent les murs.

Tout inconnu qui entrerait dans ce bureau qui appartient Ã Addameer, premiÃ¨re association palestinienne de dÃ©fense des prisonniers, serait surpris de dÃ©couvrir que les membres du personnel quâ??ils ont devant eux risquent dâ??Ãªtre arrÃªtÃ©s Ã tout moment par IsraÃ«l, qui considÃ¨re que lâ??organisation pour laquelle ils travaillent est une Â« institution terroriste Â».

Addameer, avec cinq autres organisations de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne, a Ã©tÃ© dÃ©noncÃ©e comme Â« institution terroriste Â» par IsraÃ«l en octobre, le gouvernement prÃ©tendant que ces associations avaient des liens avec le Front Populaire de LibÃ©ration de la Palestine (FPLP) et lui transmettait de lâ??argent. Le FPLP, groupe marxiste-lÃ©niniste, est, comme plusieurs autres factions politiques palestiniennes, considÃ©rÃ© par IsraÃ«l comme une Â« organisation terroriste Â».

Cette dÃ©marche, qui a pur but de criminaliser le travail des six organisations et de couper leur financement international, a provoquÃ© une large condamnation de la part des associations de dÃ©fense des droits de lâ??homme Ã travers le monde.

MalgrÃ© les rÃ©actions contre cette dÃ©cision, IsraÃ«l a refusÃ© de fournir des preuves concrÃ¨tes de ses allÃ©gations. En Novembre, le commandant de lâ??armÃ©e dâ??IsraÃ«l en Cisjordanie a Ã©mis cinq ordres militaires sÃ©parÃ©s interdisant lâ??activitÃ© de lâ??organisation dans le territoire occupÃ©, autorisant en rÃ©alitÃ© leur fermeture imminente, la saisie de leurs actifs et la dÃ©tention de leur personnel.

Â« Ce fut une pÃ©riode trÃ¨s stressante Â», a dit Sahar Francis, directrice dâ??Addameer, Ã *Mondoweiss* depuis son bureau de Ramallah. Â« Tout ceci est trÃ¨s angoissant et a vraiment affectÃ© le moral de lâ??Ã©quipe Â»,a-t-elle dit.

Â« Mais câ??est ce que veut IsraÃ«l Â», a-t-elle dit. Â« Il fait tout cela pour fermer nos bureaux et nous faire taire, et pour nous amener Ã renoncer et Ã dire â??Ã§a nâ??en vaut pas la peineâ??. Â»

Pourquoi maintenant ?

Francis et son Ã©quipe font partie dâ??un rÃ©seau de dÃ©fenseurs des droits fondamentaux des Palestiniens pour dÃ©fendre les droits des prisonniers palestiniens dans les prisons israÃ©liennes qui, Ã ce jour, sont 5.000.

Quand elle a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e en 1991, Addameer Ã©tait lâ??une des quelques associations qui offraient une assistance juridique pro bono aux prisonniers palestiniens evant les tribunaux aussi bien militaires que civils. Une fois crÃ©Ã©e lâ??AutoritÃ© Palestinienne, lâ??association a Ã©tendu ces mÃªmes services aux prisonniers politiques dÃ©tenus par lâ??AP.

Lâ??activitÃ© essentielle dâ??Addameer est dâ??Ãªtre au service des prisonniers palestiniens qui ont Ã©tÃ© emprisonnÃ©s par un rÃ©gime militaire dont le taux de condamnation dÃ©passe les 99 %. Lâ??association organise des visites aux prisonniers et des consultations juridiques, contrÃ´le et fournit des informations sur les violations par le Service CarcÃ©ral israÃ©lien, spÃ©cialement la torture et les mauvais traitements sur les Prisonniers, et dÃ©fend les droits des prisonniers palestiniens sur la scÃ¨ne internationale.

Lâ??association mÃ¨ne Ã©galement des programmes de formation et de sensibilisation pour la communautÃ© locale, les Ã©tudiants et les enfants â?? quiconque pourrait faire lâ??objet dâ??une arrestation et dâ??un emprisonnement par IsraÃ«l.

Depuis 30 ans, lâ??association plaide pour les droits des prisonniers sous occupation et est devenue un pilier de la communautÃ© locale et de la communautÃ© internationale de dÃ©fense des droits de lâ??homme en cours de rÃ©alisation.

Aussi, pourquoi, aprÃ¨s 30 ans dâ??activitÃ©, IsraÃ«l voudrait-il criminaliser cette association ?

Â« Les attaques sur notre organisation nâ??ont pas commencÃ© quâ??avec cette qualification Â», a dit Francis, ajoutant que le verdict dâ??octobre nâ??Ã©tait que la derniÃ¨re Ã©tape dâ??un long trajet de harcÃ¨lement ciblÃ© contre Addameer et dâ??autres ONG palestiniennes.

Â« La campagne contre nous dure depuis des annÃ©es : campagnes de harcÃ¨lement, de calomnies, diffamation, distribution de fausses informations sur nous par diffÃ©rentes associations comme Surveillance des ONG, Avocats britanniques pour IsraÃ«l, et autres associations israÃ©liennes de

droite Â», a dit Francis.

Le but principal des prÃ©cÃ©dentes campagnes de calomnies et de la rÃ©cente criminalisation de lâ??association, a dit Francis, câ??est de Â« nuire Ã notre travail en nuisant Ã notre rÃ©putation Â».

La principale cible de ce genre de campagnes, a-t-elle dit, ce sont les donateurs et partenaires internationaux qui financent et soutiennent les associations comme Addameer.

Â« En attaquant nos donateurs, ils espÃ¨rent que les donateurs pourraient Ãªtre terrifiÃ©s et couper leurs financements, et quâ??ainsi, ils pourraient mettre fin Ã notre travail quotidien Â», a dit Francis, ajoutant que la derniÃ¨re qualification de lâ??association en tant quâ?? Â« organisation terroriste Â» Ã©tait lâ??aboutissement de tentatives prÃ©cÃ©dentes infructueuses pour couper le financement international des associations.

Â« Puisque toutes ces campagnes nâ??avaient pas marchÃ© auparavant, ils en sont venus Ã la qualification Â», a-t-elle dit. Â« La stratÃ©gie qui se cache derriÃ¨re toutes ces attaques, câ??est en rÃ©alitÃ© de terrifier les donateurs et de terrifier ceux qui se sont investis dans la sociÃ©tÃ© civile en Palestine. Â»

Â« Le message dâ??IsraÃ«l Ã la communautÃ© internationale qui soutient le peuple palestinien, câ??est : ne vous avisez pas de venir installer vos projets ici. Â»

Pourquoi Addameer, et â??les 6â?? ?

Rejoignant Addameer sur la liste des organisations interdites, on trouve dâ??autres Ã©minentes institutions comme Al-Haq, DÃ©fense des Enfants International â?? Palestine, le Centre Bisan pour la Recherche et le DÃ©veloppement, lâ??Union des ComitÃ©s de Femmes Palestiniennes, et lâ??Union des ComitÃ©s de Travailleurs Agricoles.

Pour Francis, la raison pour laquelle IsraÃ«l a choisi de cibler ces six organisations est claire : en criminalisant la sociÃ©tÃ© civile palestinienne, IsraÃ«l peut continuer Ã modifier la rÃ©alitÃ© sur le terrain, sans devoir affronter de responsabilitÃ© pour ses violations du droit international.

Â« Des organisations telles que le comitÃ© de travailleurs agricoles, par exemple, sâ??occupe de la construction de terrains et du soutien aux paysans palestiniens, surtout dans les zones oÃ¹ IsraÃ«l cherche Ã confisquer et annexer la terre, comme dans la VallÃ©e du Jourdain et la Zone C Â», a dit Francis.

Â« Ce sont des zones trÃ¨s sensibles quâ??IsraÃ«l veut contrÃ´ler, et donc bien sÃ»r cette organisation serait attaquÃ©e. Â»

Addameer, Al-Haq et DEIP ont mis fortement lâ??accent sur le plaidoyer international et fournissent des rapports et de la documentation sur les violations israÃ©liennes Ã la CPI et autres organismes internationaux, afin de tenir IsraÃ«l pour responsable de ses crimes en territoire occupÃ©.

Â« Nous insistons sur la responsabilitÃ© et sur le fait que nous devons nous servir de tous les outils que nous offre le droit international Ã lâ??Ã©chelon de lâ??ONU et autres plateformes pour garantir la responsabilitÃ© Â», a dit Francis. Â« Alors bien sÃ»r, nous devions Ãªtre attaquÃ©s pour ce travail. Â»

IsraÃ«l ne veut pas que quiconque dise non Ã ses projets, ou fournisse des informations sur ses violations et les soumette Ã la CPI afin quâ??elle puisse le tenir pour responsable des crimes de guerre quâ??il commet quotidiennement Â», a poursuivi Francis.

Â« Le fait quâ??il essaie de nous rÃ©duire au silence est en rapport avec tout cela. Â»

Et maintenant, que se passe-t-il ?

A la suite de lâ??attaque contre les six organisations, les associations ont lancÃ© une campagne pour #StandWithThe6 (Soutenez les 6), appelant les supporters Ã exprimer leur solidaritÃ© avec les six organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits de lâ??homme et Ã rÃ©clamer un renversement de la dÃ©cision israÃ©lienne.

MalgrÃ© une forte rÃ©ponse des organisations amies de dÃ©fense des droits de lâ??homme et dâ??associations de la sociÃ©tÃ© civile, les organisations sont restÃ©es dÃ©Ã§ues par la rÃ©action, ou lâ??absence de rÃ©action, des acteurs majeurs comme les Ã?tats-Unis et lâ??UE.

Tandis que lâ??UE renforÃ§ait son soutien Ã la sociÃ©tÃ© civile palestinienne, les Ã?tats ont individuellement failli Ã dÃ©noncer purement et simplement la qualification, et les Ã?tats-Unis sont restÃ©s relativement silencieux Ã ce sujet, refusant de prendre position.

Â« Je pense que ce silence est trÃ¨s nÃ©faste, non seulement Ã lâ??encontre de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne, mais pour le mouvement tout entier de dÃ©fense des droits de lâ??homme dans le monde Â», a-t-elle dit.

Â« Les Ã?tats-Unis ont un rÃ´le trÃ¨s important dans cette affaire. Si les Ã?tats-Unis ne sâ??apprÃªtent pas Ã prendre une position claire en rejetant cette dÃ©cision, il sâ??agit alors dâ??un message silencieux vers, Ã tout le moins, le systÃ¨me bancaire disant : â??vous pouvez faire ce que vous voulez, vous pouvez geler les comptes, cela ne nous regard pasâ?? Â», a dit Francis.

Francis a averti que, tandis que la qualification de Â« terroriste Â» a commencÃ© avec les six organisations, cela ne sâ??arrÃªtera pas avec elles.

Â« Cela commencera avec nous, mais Ã la fin, cela ne sâ??arrÃªtera pas avec nous. Cela aura de lâ??effet sur tout le secteur palestinien des droits de lâ??homme et de la sociÃ©tÃ© civile Â», a-t-elle dit. Â« Les Ã?tats-Unis sont-ils intÃ©ressÃ©s par un dÃ©mantÃ¨lement complet de la totalitÃ© du systÃ¨me de la sociÃ©tÃ© civile palestinienne ? Si oui, alors le silence serait la rÃ©ponse. Mais si non, il est trÃ¨s important quâ??ils prennent position. Â»

MalgrÃ© la pression continue Ã laquelle font face les organisations et la menace imminente de leur fermeture et de possibles arrestations, Francis a dit quâ??elle mÃªme et le personnel dâ??Addameer persÃ©vÃ©reront.

Â« Nous nâ??avons pas dâ??autre choix que de persÃ©vÃ©rer, de continuer Â», a-t-elle dit. Â« Cela en vaut la peine. Â»

Â« Pas seulement Ã cause des prisonniers, mais Ã cause de lâ??autodÃ©termination de notre peuple. Notre combat pour la justice et la dignitÃ© vaut le prix Ã©levÃ© que nous pourrions payer en tant quâ??individus Â», a-t-elle poursuivi.

Â« En fin de compte, nous ne sommes pas seuls. Le soutien de nos amis Ã travers le monde, et dâ??organisations populaires partout, nous donne aussi lâ??espoir quâ??un jour la justice sera rÃ©ellement lÃ . Il ne se peut pas que lâ??occupation dure Ã©ternellement. Non, elle prendra fin. Â»

Source : Mondoweiss

Traduction J.Ch. Pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. 6ONG
2. addameer
3. ONG
4. Sarah Francis
5. stand with the six
6. terroriste

date crÃ©Ã©e
2022/01/12